

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 18/10/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur



LECUREUR

15, avenue de Quenneport
76380 CANTELEU

Références : UDRD.2022.09.R.47
Code AIOT : 0005801426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 22 septembre 2022 dans l'établissement LECUREUR implanté Sente de Quenneport 76380 VAL DE LA HAYE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LECUREUR
- Sente de Quenneport 76380 VAL DE LA HAYE
- Code AIOT : 0005801426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Activité :

- Silo portuaire de céréales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plainte des riverains pour nuisances sonores et émissions de poussières reçue le mercredi 21 septembre 2022 à 17h15 ; récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nuisances sonores du circuit de transilage	AP de Mise en Demeure du 30/09/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Émissions de poussières du circuit de transilage	AP de Mise en Demeure du 30/09/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné du 22 septembre 2022 faisait suite à la réception d'une plainte des riverains reçue par l'inspection des installations classées le mercredi 21 septembre 2022, plainte relative à des nuisances sonores et à des émissions de poussières. Le contrôle intervenait également dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2021.

Lors de son déplacement aux abords du site exploité par la société LECUREUR, puis sur le site, l'inspection des installations classées a constaté des nuisances sonores et des émissions de poussières au fonctionnement du circuit de transilage entre le silo vertical et le silo plat (cf. détail des constats dans le rapport ci-joint).

L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2021 n'était donc pas respecté.

Néanmoins, considérant les éléments discutés avec l'exploitant lors d'une réunion de travail le 28 septembre 2022, il n'est pas proposé (pour l'heure) de suites administratives, sous réserve :

- du renforcement des contrôles de l'état des rouleaux des convoyeurs, et du remplacement immédiat de tout rouleau défectueux à l'origine de grincements ;
- de l'installation de bardages phoniques pour atténuer la gêne liée au décolmatage des filtres, notamment le filtre F6 ;
- de la réalisation de nouvelles mesures des niveaux sonores en limite de propriété et en zones à émergence réglementée (la date de ces mesures est annoncée à l'inspection des installations classées) ;
- de travaux de reprise d'étanchéité des installations, notamment au niveau du filtre F6, des convoyeurs TM3 et TM4, et des tours de transferts, afin de réduire à la source les émissions de poussières ;
- du renforcement des opérations de nettoyage des convoyeurs (capotages, bords de rouleaux...) et des tours de transferts (bardages, caillebotis...), en particulier pendant la période de fonctionnement du circuit de transilage (ensilage et vidange du silo plat), étant rappelé que "la fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation", et que "en période d'activité, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage", conformément à l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2008 ;
- de l'application stricte et concrète des consignes et autres procédures édictées en interne, afin de garantir la fermeture de la porte située au sommet du silo plat, notamment en phase de transilage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances sonores du circuit de transilage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit et commodité du voisinage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société LECUREUR, dont le siège social est situé 27, rue Jean-Jacques Rousseau 75001 PARIS, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : sous 2 mois, l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et l'article VII.1° de l'arrêté préfectoral du 23 mars 1992, avec l'installation de bardages phoniques ou la mise en œuvre de tout autre procédé d'efficacité équivalente permettant de réduire les nuisances sonores liées au fonctionnement du circuit de transilage entre le silo vertical et le silo plat ; la non-conformité constatée le 13 septembre 2021 pourra être considérée comme régularisée sur présentation de résultats de mesures de niveaux sonores en limite de propriété conformes aux seuils définis à l'article VII.4° de l'arrêté préfectoral du 23 mars 1992.
Constats : à son arrivée aux abords du site, avenue de Quenneport, l'inspection des installations classées a constaté que le circuit de transilage était en fonctionnement et générait des nuisances sonores liées : <ul style="list-style-type: none">- au grincement d'un rouleau défectueux, en l'occurrence un des rouleaux supportant la bande du convoyeur TM4, parallèle à l'avenue de Quenneport ;- au décolmatage automatique et périodique des filtres à manche, notamment le filtre F6, situé au Nord du convoyeur TM4, au droit des habitations ;- au fonctionnement global des différents convoyeurs (moteurs, aspirations, rouleaux et bandes...). <p>En outre, une société de nettoyage procédait simultanément à l'aspiration de poussières au niveau du convoyeur TM3, à l'aide d'un camion-aspirateur, mais a cessé ses opérations quelques minutes après l'arrivée de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'intervention curative visant le remplacement du rouleau défectueux a été menée par un opérateur de l'exploitant une quarantaine de minutes après l'arrivée de l'inspection des installations classées (cf. horodatage des photographies et vidéos prises par l'inspection).</p> <p>L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2021, pour sa partie relative aux nuisances sonores, n'était donc pas respecté lors du contrôle inopiné du 22 septembre 2022.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'effectuer des rondes régulières pour identifier et remplacer, autant que de besoin, et avec réactivité, tout rouleau défectueux émettant un bruit anormal ou susceptible de provoquer un échauffement (cf. accidentologie) ;- de mettre en œuvre des bardages phoniques complémentaires au niveau des filtres et des arrivées d'air comprimé, pour atténuer la gêne liée au décolmatage périodique des filtres à manche ;- de faire réaliser de nouvelles mesures des niveaux sonores en limite de propriété et en zone à émergence réglementée, sur une période de fonctionnement du circuit de transilage suffisamment longue et représentative de l'activité réelle du site (par exemple : ensilage ou vidange du silo plat, convoyeurs chargés de céréales, fonctionnant à plein débit de 350 tonnes/heure) ; la date de ces mesures est annoncée à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Émissions de poussières du circuit de transilage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières et commodité du voisinage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société LECUREUR, dont le siège social est situé 27, rue Jean-Jacques Rousseau 75001 PARIS, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : sous 2 mois, l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, les articles III.13°, V.1° et V.5° de l'arrêté préfectoral du 23 mars 1992, les articles 11 et 18 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2008, et les articles 1 et 5 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2013, avec la mise en œuvre de capotages ou de tout autre procédé d'efficacité équivalente permettant de contenir les poussières émises depuis les jetées des transporteurs à bande du circuit de transilage entre le silo vertical et le silo plat, ainsi que depuis le pignon du silo plat.
Constats : lors de son contrôle inopiné du 22 septembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté des émissions de poussières au niveau : <ul style="list-style-type: none">- du filtre F6, entre le filtre et le silencieux (les poussières s'accumulent sur le capotage du convoyeur, et sont susceptibles d'être emportées par le vent, puis d'impacter le voisinage) ;- du convoyeur TM3, notamment dans la tour de transferts au pied du convoyeur, et aux ouvertures du capotage, ainsi que dans la tour de transferts entre les convoyeurs TM3 et TM4 ;- de la porte située au sommet du silo plat, à proximité des têtes des élévateurs, cette porte n'étant pas fermée lors de l'arrivée de l'inspection des installations classées sur place, contrairement aux consignes et déclarations de l'exploitant dans ses courriers au préfet datés des 28 septembre 2021 et 11 juillet 2022. L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2021, pour sa partie relative aux émissions de poussières, n'était donc pas respecté lors du contrôle inopiné du 22 septembre 2022. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- de retravailler l'étanchéité de ses installations, notamment au niveau du filtre F6, des convoyeurs TM3 et TM4, et des tours de transferts, afin de prévenir les émissions de poussières, conformément à l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2008, qui prévoit que "l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement" ;- de renforcer les opérations de nettoyage des convoyeurs (capotages, bords de rouleaux...) et des tours de transferts (bardages, caillebotis...), en particulier pendant la période de fonctionnement du circuit de transilage (ensilage et vidange du silo plat), étant rappelé que "la fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation", et que "en période d'activité, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage", conformément à l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2008 ;- de faire appliquer et respecter les consignes et autres procédures édictées en interne, en garantissant la fermeture de la porte située au sommet du silo plat, notamment en phase de transilage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois